

Fiche de candidature

PARTIE 1 : DONNÉES DE BASE

Coordonnées : (ces informations ne seront pas partagées).

CATÉGORIES DANS LESQUELLES VOUS SOUHAITEZ POSTULER L'EXPÉRIENCE

1 : TYPE D'EXPÉRIENCE : *choisissez-en un seul, l'élément que vous considérez comme le plus remarquable de votre pratique.*

A) Délibération Assemblée citoyenne / atelier délibératif / loterie / théâtre législatif, planification participative...	
B) Décision Budget participatif / référendum / consultation / processus participatif avec vote...	Budget participatif (BP)
C) Citoyenneté Citoyenneté / action communautaire / conseil permanent / éducation civique / vie associative / autres initiatives de renforcement de la démocratie locale	

2 : TYPE DE GOUVERNEMENT : *n'en choisir qu'un seul.*

A) Jusqu'à 50.000 habitants (villages, petites villes, zones rurales)	
B) Ville entre 50.000 et 250.000 habitants	
C) Ville entre 250.000 et 1.000.000 d'habitants	
D) Grande métropole ou agglomération urbaine de plus de 1.500.000 habitants	
E) Gouvernement supra-locaux, régionaux, départementaux	Gouvernement départemental : 556 722 habitants.

Informations sur l'expérience candidate: *complétez les informations ci-dessous de manière claire et concise.*

Titre de l'expérience : Participation des communautés à toutes les étapes d'élaboration, de mise en oeuvre et de suivi-évaluation du budget du département (Budget participatif)
Nom du département : Vélingara
Pays : Sénégal



Fiche de candidature

Nombre d'habitants du département : Environ 556 722 habitants (selon les données figurant sur la fiche de candidature du CDV en 2023. (NB. Sous réserve d'une mise à jour si donnée recensement de 2023 disponible).		
Institution candidate : Conseil départemental de Vélingara		
Site web de l'expérience ou de l'institution candidate :		
Profils de réseaux sociaux de l'expérience ou de l'institution : sur Facebook avec comme nom : Conseil Départemental de Vélingara		
Date de début de l'expérience : janvier 2020		
Date de finalisation de l'expérience : (si c'est une expérience en vigueur, indiqué " en vigueur ") : expérience en vigueur		
Budget de l'expérience : 70 000 000 f		
Type de candidature (Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite)	Nouvelle expérience	X
	Innovation sur une expérience existante	
	La continuité d'une expérience	
Type d'expérience (Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est possible de sélectionner plusieurs)	Budget participatif	X
	Planification participative	X
	Conseil permanent	
	Espace / atelier pour le diagnostic, le suivi, etc.	X
	Audience / forum	
	Votation / référendum	
	Assemblées / jurys citoyens / espaces de délibération	



Fiche de candidature

	Gouvernement électronique / gouvernement ouvert / plateformes numériques	
	Initiatives citoyennes / initiative législative	
	Autres (<i>indiquer lesquels</i>) :	
Objectif de l'expérience <i>(Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est possible de sélectionner plusieurs)</i>	Atteindre des niveaux plus élevés d'égalité dans la participation	X
	Intégrer la diversité comme critère d'inclusion	X
	Renforcement communautaire	X
	Renforcement de la citoyenneté non organisée	X
	Étendre les droits de la citoyenneté liés à la participation politique	X
	Relier différents outils de participation au sein d'un « écosystème » de démocratie participative	
	Améliorer la qualité de la prise de décisions publiques grâce à des mécanismes de démocratie participative	X
	Améliorer l'efficacité et la performance des mécanismes de démocratie participative	X
	Améliorer l'évaluation et le suivi des mécanismes de démocratie participative	X
	Améliorer une politique publique grâce à la participation active des habitants	X



Fiche de candidature

Cadre territorial <i>(Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est possible de sélectionner plusieurs)</i>	L'ensemble du territoire	Local	Département
		Régional	
	Arrondissement		
	Quartier		
Domaine thématique <i>(Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est possible de sélectionner plusieurs)</i>	Gouvernance		X
	Éducation		
	Transport		
	Gestion urbaine		
	Santé		
	Sécurité		
	Environnement, Changement Climatique et/ou agriculture urbaine		
	Nouveaux mouvements sociaux et associationnisme		
	Culture		
	Logement		
	Création d'emploi		
	Décentralisation		X
	Développement local		X
	Formation/préparation		
	Economie et finances		X



Fiche de candidature

	Normes juridiques	
	Inclusion sociale	X
	Tous	
	Autres (indiquer lesquels)	
Objectifs de Développement Durable (ODD) associés à la pratique <i>(Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est possible de sélectionner plusieurs. Vous pouvez également ajouter les cibles spécifiques)</i>	ODD1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	X
	ODD2 - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	X
	ODD3 - Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges	X
	ODD4 - Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	X
	ODD5 - Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	X
	ODD6 - Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	X
	ODD7 - Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	
	ODD8 - Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	X
	ODD9 - Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	



Fiche de candidature

	ODD10 - Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein	
	ODD11 - Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	X
	ODD12 - Établir des modes de consommation et de production durables	
	ODD13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	
	ODD14 - Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	
	ODD15 - Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres	
	ODD16 - Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable	X
	ODD17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs	X

PARTIE 2 : DESCRIPTION DE L'EXPÉRIENCE

Veillez remplir les champs suivants de manière claire et concise. Vous pouvez ajouter des liens, graphiques ou images si vous le jugez utile.



Fiche de candidature

Contexte :

*En **300 mots maximum**, présentez le contexte culturel, géographique, historique, institutionnel et socio-économique de la ville, du territoire dans lequel se déroule l'expérience.*

Situé au sud-ouest, le département de Vélingara est l'un des 46 départements que compte le Sénégal. Il est aussi l'un des 3 départements de la région de Kolda. Vélingara couvre une étendue territoriale estimée à 5434 km². Sa population, majoritairement jeune (61%) est estimée à environ **556 722 habitants** (donnée tirée de la précédente fiche de candidature). Elle est la plus élevée de la région de Kolda.

Le territoire départemental est constitué de **14 collectivités territoriales** réparties dans **trois arrondissements** que sont Bonconto, Pakour et Saré Coly Sallé.

Le département dispose d'un important foyer religieux, **Médina Gounasse** à forte concentration humaine qui accueille annuellement une cérémonie religieuse dénommée « Daaka ». Aussi a-t-il sa particularité d'être une **zone essentiellement agro-sylvo-pastorale**. La population, en grande partie rurale, tire grandement ses revenus de cette activité principale de production.

Vélingara dispose d'un important **marché hebdomadaire à Diaobé à vocation internationale** qui accueille divers commerces allant de la vente de produits agroalimentaires à ceux issus de l'élevage domestique en passant par des produits fruitiers, forestiers, ménagers, informatiques, numériques, etc.

Le département de Vélingara se donne pour ambition, conformément à sa vision d'un « **Vélingara émergent en 2035 avec une société solidaire, travailleuse et portée vers le progrès dans un espace départemental, régional et national ouvert, protecteur de l'environnement et respectueux des droits de l'homme, notamment des minorités et des personnes vulnérables** », de permettre un exercice réel de la citoyenneté de toutes les personnes, la pleine responsabilisation des représentants du peuple dans l'identification des priorités de développement et dans les prises de décisions, l'inclusion sociale et la participation active des populations au développement politique, socio-économique et culturel de leurs terroirs.



Fiche de candidature

Antécédents :

Expliquez les précédents et les origines de l'expérience : s'il s'agit de l'innovation d'une expérience existante, quelles sont ses origines, s'il s'agit d'une nouvelle expérience, quels sont les antécédents de participation dans votre ville/municipalité/région. Vous pouvez également indiquer si vous avez été inspiré par des expériences dans d'autres villes/pays. (En 300 mots maximum).

La participation citoyenne dans le département se mesure en grande partie à travers la fonctionnalité des organes du département. Cette participation s'opère par la tenue régulière des sessions ordinaires du conseil départemental, les rencontres formelles en présence de l'administration mais aussi l'organisation de foras, de sessions de partage, de formation et de renforcement des capacités des acteurs territoriaux. L'atelier de formation tenu en aout dernier sur les *rôles et responsabilités des conseillers départementaux dans la gestion foncière et le contrôle de légalité* en est une parfaite illustration. Le déroulement de cet atelier a été facilité par USAID Gold, l'ARD de Kolda et Thiers Sud Beydaare qui sont des partenaires stratégiques du conseil départemental de Vélingara.

Le dispositif de participation repose essentiellement sur l'organisation des sessions du conseil départemental, la tenue de foras avec les populations, de sessions de capacitation citoyenne, de rencontres régulières avec l'administration et les partenaires sociaux du département. Des moments de rencontre très utiles qui témoignent de la vitalité des instances du département et de l'engagement des populations à accompagner les élus dans tous les processus décisionnels et dans le choix des axes et actions prioritaires de développement. Les limites dans la participation sont moindres ; elles s'expliquent notamment par l'absence de logistique propre au département (salles de réunion, véhicules pour les sessions du conseil ou pour les déplacements des élus vers les populations notamment en zone rurale, etc).

L'adoption du budget participatif (BP) répond d'une bonne volonté politique des élus départementaux de rejoindre les populations dans leurs besoins et leurs préoccupations légitimes et d'assurer une bonne gouvernance de tous les moyens et de toutes les ressources du département. Une planification pertinente et optimale des besoins et des priorités adossée à une gestion rationnelle du budget du département dans des conditions de transparence, d'équité et de justice, telle est l'option des élus, représentants légitimes du peuple, qui justifie l'adoption du BP.

A la pratique, il faut dire que le budget participatif promeut la bonne gouvernance de nos territoires. Il est un processus de démocratie directe, volontaire et universelle, au cours duquel la population peut discuter et décider librement de l'affectation d'une partie du budget de sa localité et des politiques publiques de développement. Les citoyens sont associés à toutes les étapes du processus décisionnel, de l'identification des problèmes au suivi évaluation participatif en passant par la priorisation des besoins, leur budgétisation et la mise en œuvre des projets prioritaires retenus. Quatre principes de base sous-tendent le BP et justifient sa mise en œuvre : i) réorienter les ressources publiques en direction des plus pauvres; ii) créer des relations de confiance entre la collectivité et les citoyens; iii) reconstruire le lien social et l'intérêt général; iv) inventer une nouvelle culture démocratique et mobiliser le sens de la citoyenneté.



Fiche de candidature

Par le mécanisme du budget participatif, le conseil départemental de Vélingara s'est donné pour credo de s'ouvrir à la collectivité pour une bonne gestion des affaires publiques dans une dynamique de progrès social et de lutte contre la pauvreté. L'adoption du budget participatif remonte de l'exercice 2020 de la gestion du conseil départemental.

Objectifs de l'expérience :

Au-delà des objectifs cochés dans la partie 1 notamment « Améliorer la qualité de la prise de décisions publiques grâce à des mécanismes de démocratie participative », la mise en œuvre de ce processus de démocratie directe vise à :

- 1- Améliorer l'efficacité et la performance des mécanismes de démocratie participative ;
- 2- Promouvoir la cogestion entre l'exécutif local et la pyramide participative constituée de tous les acteurs sociaux ;
- 3- Favoriser l'appropriation de la gestion des affaires locales par les citoyens à travers toutes les catégories d'acteurs y compris les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les minorités ethniques, etc. pour ne laisser personne en rade ;
- 4- Rétablir un lien de confiance vis-à-vis des gouvernants et réhabiliter le sens de l'intérêt général indispensable dans une démocratie moderne ;
- 5- Améliorer le suivi et l'évaluation des mécanismes de démocratie participative.



Fiche de candidature

Méthodologie :

Décrivez la méthodologie de l'expérience : phases du processus, canaux de participation. (En 300 mots maximum).

La démarche globale se décline comme suit :

- Sensibilisation des conseillers pour la délibération et l'affectation d'un montant dédié au processus ;
- Cérémonie de lancement officiel avec toutes les catégories d'acteurs (informations, sensibilisation sur le projet à travers plusieurs mécanismes comme les réunions d'informations, les affichages, les communiqués à la presse, etc.)
- Organisation de foras dans les trois arrondissements avec tous les acteurs locaux de développement (autorités administratives, maires, services techniques décentralisés et déconcentrés, organisations communautaires de base, société civile, presse locale, secteur privé, etc.)
- **Mise en place d'un comité départemental de pilotage ;**
- Identification dans les arrondissements (en présence de tous les acteurs locaux) des axes et actions prioritaires de développement en rapport avec les spécificités de chaque zone ;
- Organisation d'un forum départemental (regroupant les délégués des 3 arrondissements) de validation des axes et actions prioritaires identifiés ;
- Elaboration participative du budget, validation et vote par les élus, exécution ;
- Suivi-évaluation sur le terrain de la mise en œuvre du budget (travaux réalisés sur l'investissement à vocation éducative et sociale notamment) ;
- Mise en place d'un espace de dialogue et d'interpellation citoyenne (EDIC) à vocation de contrôle citoyen pour rendre fidèlement compte aux populations.

Innovation :

Expliquez ce que vous considérez comme l'aspect le plus innovant de cette pratique. (En 150 mots maximum).

La mise en place du budget participatif à l'échelle du département est en soi **une pratique innovante et une révolution, une véritable rupture** car les approches de budget participatif au Sénégal se faisaient jusque-là à l'échelle des communes. Une **approche de proximité dans la priorisation des besoins** (à partir des arrondissements) qui renforce la responsabilisation des populations dans la prise en charge de leur destinée. La pratique du BP est à tout point de vue **bénéfique pour la collectivité** en ce sens qu'il y a :

- Plus de pertinence et de cohérence dans la vision du développement territorial ;
- Une réduction des déséquilibres, des disparités et des inégalités dans l'exercice de la citoyenneté démocratique et participative ;
- Plus de pertinence et de cohérence dans l'orientation de l'économie locale ;
- Une rationalisation de l'utilisation des potentialités et des ressources disponibles ;
- Une réduction des disparités inter et intra zonales ;
- Le développement sensible des infrastructures de communication entre les localités ;
- La lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité des couches exposées et fragiles,
- Etc.



Fiche de candidature

Inclusion :

*Soulignez l'importance d'inclure autant de groupes et de populations diversifiées que possible et comment vous y êtes parvenu. (En **150 mots maximum**).*

L'importance de l'inclusion des citoyens et des territoires dans l'expression, dans l'identification et dans la prise en compte de leurs besoins, c'est d'assurer la participation active de toutes les couches sociales (sans discrimination aucune) à tout le processus d'élaboration, d'exécution, de suivi et d'évaluation du budget de la collectivité territoriale.

Cette disposition s'appuie sur les principes universels de droits économiques, sociaux, culturels, politiques (aux besoins essentiels de base et services sociaux).

Dans l'approche du budget participatif, une attention a été portée sur les communautés et sur les groupes souvent marginalisés tels que les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les habitants des quartiers périphériques et des zones précaires, les acteurs économiques souvent exclus, en les conviant aux foras et en leur permettant d'exprimer en toute liberté, en toute démocratie et en toute dignité leurs besoins.

Le principe de proximité à travers l'organisation de foras et autres rencontres décentralisées a facilité l'implication des groupes vulnérables (jeunes, femmes, handicapés, personnes du 3^e âge, etc.) dans les processus participatifs et décisionnels d'élaboration, d'exécution et de suivi du budget. Ce mécanisme visant à rapprocher les élus de leurs mandants est appréciée de tous en ce sens qu'il permet de consolider et d'améliorer la gouvernance locale de nos territoires.

La **participation** des populations dans tout le processus du budget promeut également les devoirs citoyens, tels que stipulés par les textes de loi sur la décentralisation.

L'inclusion garantit une bonne confiance des populations dans la gouvernance locale. Les populations expriment clairement leurs préoccupations et leurs besoins qui transparaissent à travers la programmation des différentes lignes budgétaires. Le BP, une approche innovante, révolutionnaire, fédératrice, bien acceptée par les populations.

Communication :

*Quelle a été la stratégie et les canaux de communication de l'expérience pour que la population soit au courant et s'implique. (En **150 mots maximum**).*

La stratégie et les canaux de communication identifiés sont entre autres :

- La tenue de foras avec les populations au niveau des arrondissements ;
- La tenue de rencontres physiques et virtuelles avec les populations en présence des autorités administratives et locales ;
- La tenue de réunions de concertation entre les membres du comité de pilotage ;
- La mise à contribution de la presse locale ;
- L'organisation de communications via les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp).



Fiche de candidature

Articulation avec d'autres acteurs :

*Expliquez comment l'expérience s'est articulée avec différents acteurs et processus simultanés ou préexistants. Quels rôles ces participants ont-ils assumés ? Et quel a été le degré de réussite de cette articulation. (En **150 mots maximum**).*

Une fois le projet de mise en œuvre de l'expérience partagé et les objectifs déclinés, on a remarqué **un grand engouement des acteurs**. Tous ont manifesté leur adhésion au projet qui est en phase avec leur vision du développement et de la chose publique. Les populations se sont engagées à le matérialiser dans une dynamique de collaboration franche et active, de concertations régulières, de partage d'informations, etc.

Le développement local est une question essentielle qui fédère toutes les énergies dans le département de Vélingara. Une bonne dynamique sociale a été notée dans le processus du budget participatif avec une constante mobilisation des populations. L'administration, les élus, les partenaires sociaux, les acteurs communautaires, les leaders sociaux, les associations de femmes et de jeunes, tous dans leurs domaines de compétences respectifs, ont contribué de manière significative à la conception et à la validation du budget de la collectivité territoriale. L'identification des questions prioritaires de développement en lien avec les besoins et les préoccupations des populations a été réussie grâce à l'implication à tous les niveaux des différents acteurs du BP.

Évaluation :

*Quels mécanismes d'évaluation ont été mis en place ? Développez si les citoyens ont été impliqués dans l'évaluation de la pratique. (En **300 mots maximum**).*

Le comité de pilotage du budget réalise un suivi trimestriel des investissements réalisés par la collectivité territoriale au bénéfice exclusif des populations. Le comité est composé d'élus, d'agents des services techniques décentralisés et déconcentrés, de partenaires sociaux. Une grille de suivi des investissements permet de suivre l'état d'avancement des travaux. Les rubriques concernées sont entre autres :

- Le niveau d'exécution financière et physique des projets et programmes ;
- Le niveau de satisfaction des populations bénéficiaires ;
- Le niveau d'implication des couches sociales particulièrement des femmes et des jeunes ;
- La situation du rapportage (vérification des rapports d'exécution) ;
- La définition claire des perspectives et des moyens de pérennisation des investissements réalisés ;
- Le partage et la capitalisation des rapports avec les différents acteurs (mesure du degré d'atteinte des résultats en vue de la prise de décisions) ;
- L'instauration d'un climat constant de confiance entre les élus et les administrés.



Fiche de candidature

Impacts et résultats :

*Décrivez les impacts et les résultats du processus. Combien de personnes ont participé et leurs profils. Quels ont été les impacts sur les politiques publiques, sur le fonctionnement de l'administration et sur les citoyens. (En **300 mots maximum**).*

La pratique est en cours d'exécution et n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation systématique et définitive. Toutefois, dans la mise en œuvre du budget participatif, des résultats concrets ont été notés et ils ont été bien appréciés par les populations bénéficiaires. Entre autres effets bénéfiques sur les populations du département, on peut retenir:

- *La réhabilitation de deux (02) salles de classe au CEM de Pakour ;*
- *L'achat et/ou la réparation de 900 table-bancs scolaires ;*
- *La construction d'un mur de clôture de 800m au lycée O. SIMAKHA de Kounkané ;*
- *La construction et l'équipement d'un logement pour le chirurgien du centre de santé de Vélingara ;*
- *La construction et l'équipement d'une ferme agricole pour les femmes de la commune de Ouassadou ;*
- *La mise en place d'un bassin piscicole pour les jeunes et les femmes de la commune de Saré Coly Sallé ;*
- *L'achat de matériels de pêche pour des pêcheurs du département ;*
- *L'achat d'objets matériels pour lutter contre les feux de brousse ;*
- *L'équipement des terrains de sport de 06 communes du département ;*
- *L'équipement des foyers des jeunes de Saré Coly Sallé et de Kandia ;*
- *L'achat et l'équipement des unités de collecte, de traitement, de conservation et de commercialisation laitière ;*
- *Le renforcement de l'accès des populations à des services sociaux de base ;*
- *La promotion de filières économiques porteuses (arachide, coton, riz, pisciculture, lait, viande, miel, écotourisme) ;*
- *L'amélioration de la gouvernance territoriale et de la participation citoyenne ;*
- *L'amélioration du civisme fiscal.*

PARTIE 3 : RÉSUMÉ DE L'EXPÉRIENCE



Fiche de candidature

Résumé de l'expérience :

Un résumé de l'expérience : origine, objectifs, fonctionnement, résultats, le suivi et l'évaluation (N'hésitez pas à répéter des aspects déjà écrits auparavant, ce résumé est celui qui sera partagé sur la plateforme numérique pour l'évaluation ouverte et dans la publication du prix). (En **500 mots maximum**).

Le BP est un outil de démocratie participative très élaboré qui promeut la **bonne gouvernance de nos territoires**. En engageant les populations du département, par le biais de leurs représentants aux niveaux les plus décentralisés, dans tout le processus (élaboration, exécution, suivi-évaluation), le conseil départemental de Vélingara **traduit sa vision d'un développement endogène du département en partant de la communauté, par les communautés et pour les communautés**. Cette approche de planification, de prise en compte des besoins sociaux et de gestion efficace, efficiente et rationnelle des ressources de la collectivité territoriale est rassurante à plus d'un titre en ce sens qu'elle a recueilli, partout dans le département, la pleine adhésion des populations bénéficiaires. Processus de démocratie directe, volontaire et universelle, au cours duquel la population discute et décide librement du budget de sa localité et des politiques publiques de développement, le BP repose sur 4 principes de base qui justifient sa mise en place : i) réorienter les ressources publiques en direction des plus pauvres; ii) créer des relations de confiance entre la collectivité et les citoyens; iii) reconstruire le lien social et l'intérêt général; iv) inventer une nouvelle culture démocratique et mobiliser chez les populations le sens de la citoyenneté et de la participation responsable.

Par ce mécanisme de pilotage et de gestion fort apprécié des populations, le département s'est donné pour crédo de s'ouvrir irréversiblement aux citoyens où qu'ils soient pour une prise en compte adéquate de leurs besoins et préoccupations dans une dynamique de démocratie, de transparence, de progrès social et économique, bref de lutte contre la pauvreté. Dans le département, le **BP** contribue significativement à :

- renforcer la cohésion sociale et celle territoriale ;
- rendre cohérente l'orientation économique ;
- réduire et/ou atténuer les disparités de développement entre différentes localités;
- rationaliser la gestion des ressources notamment financières ;
- promouvoir des espaces compétitifs dans les collectivités territoriales;
- développer les infrastructures de communication inter et intra collectivités;
- combattre la pauvreté et la vulnérabilité sociale ;
- protéger l'environnement et les ressources naturelles ;
- renforcer l'intercommunalité et l'examen des questions de sécurité alimentaire et de résilience.

Les foras ont été des occasions pour le Conseil du département et ses partenaires d'accompagner les autorités, les services techniques et les communautés dans l'identification, la priorisation et le choix des actions de développement à la base. Une bonne moisson d'informations quantitatives et qualitatives, pertinentes et fiables a été recueillie, ce qui a permis une bonne planification des priorités des localités.

Nous vous invitons à partager des pièces jointes pour mieux illustrer votre expérience : vidéos, photos, documents..... Vous pouvez les envoyer via un système de livraison de documents volumineux tel que WeTransfer, Dropbox ou Google Drive.

Merci de votre participation !